

# Communiqué



Alliance de la Fonction publique du Canada | Représentant 160 000 travailleurs et travailleuses

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Le 20 septembre 2007

## Les organisations de femmes sont les grandes perdantes

OTTAWA – En dépit des promesses électorales de Stephen Harper, les groupes de femmes qui suivent de près les inégalités dont les femmes sont victimes et qui préconisent des changements, telle l'Association nationale Femmes et Droit (ANFD), sont forcés de fermer leur porte signale l'Alliance de la Fonction publique du Canada (AFPC).

« Au cours de la dernière campagne électorale, Stephen Harper s'était engagé à faire davantage pour respecter les obligations internationales du Canada en matière d'égalité des femmes », déclare la vice-présidente exécutive régionale de l'AFPC, Robyn Benson. « Moins d'une année après l'entrée au pouvoir du gouvernement conservateur, la ministre responsable de Condition féminine Canada, Bev Oda, a déclaré que les femmes avaient atteint l'égalité. Elle a fermé presque tous les bureaux régionaux de Condition féminine Canada (CFC) et a sabré dans les fonds réservés à la recherche et à la défense des droits des femmes. »

« Les organisations vouées à la défense des droits des femmes sont forcées de fermer leur porte l'une après l'autre. Aujourd'hui, ce sont les bureaux de l'ANFD qui doivent mettre fin à leurs activités faute de ressources et l'on s'attend à ce que d'autres organisations subissent le même sort. »

L'inégalité des femmes au Canada demeure un réel problème. Les femmes sont plus susceptibles d'être pauvres et près de la moitié des enfants défavorisés du Canada vivent avec une mère chef de famille. Les femmes gagnent toujours 0,71 \$ pour chaque dollar gagné par les hommes, et les revenus des femmes autochtones, handicapées et racialisées sont encore plus bas. Les femmes composent 51 % de la population, mais ne détiennent que 20 % des sièges à la Chambre des communes.

« La plupart des femmes ne peuvent se permettre d'embaucher des lobbyistes pour faire valoir leurs droits devant nos élus », poursuit la VPER. Les groupes, telle l'ANFD, jouent un rôle important dans la recherche visant à documenter la situation des femmes et ils proposent des solutions concrètes et systémiques pour faire de l'égalité des femmes une réalité. »

L'AFPC se joint à l'ANFD ainsi qu'à d'autres syndicats et organisations de femmes des quatre coins du Canada pour exhorter la ministre de Condition féminine Canada, Josée Verner, à prendre immédiatement des mesures réparatrices, y compris l'attribution de fonds d'urgence à l'ANFD, et à rétablir l'égalité et la participation politique comme objectifs du Programme de promotion de la femme de l'ANFD et la réouverture des bureaux de CFC.

Selon Robyn Benson, le budget 2007-08 de Condition féminine Canada atteint 19,8 millions de dollars. C'est à peine 0,009 % de l'ensemble des dépenses du gouvernement ou 1,30 \$ par femme.

« Les femmes méritent davantage. Nous voulons un gouvernement qui fasse preuve de leadership dans les dossiers intéressant les femmes, en assurant un financement adéquat et en accordant son appui au réseau solide de groupes de femmes qui se portent à la défense de l'égalité des femmes », déclare Robyn Benson.

- 30 -

**Renseignements :** Alain Cossette, Communications, AFPC, 613-560-4317  
ou le 613-293-9210 (cellulaire)

28-200907